

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 27/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MSSA S.A.S.

Usine de Pomblière
111, rue de la Volta
73600 Saint-Marcel

Références : [20251127-RAP-MSSA-STEL-V3](#)
Code AIOT : 0006104473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement MSSA S.A.S. implanté Usine de Pomblière 111, rue de la Volta 73600 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été déclenchée en urgence à la suite d'un signalement de l'astreinte de la DREAL à 22h35 le 27/11/2025, faisant état d'un incident environnemental sur le site MSSA (Saint-Marcel, 73).

Nature de l'événement signalé :

- Rejet non maîtrisé d'effluents chimiques (à la fois basiques et acides) dans le canal EDF, avec un risque de pollution de l'Isère en aval.
- Origine présumée : Dysfonctionnement du système de traitement des effluents (STEL) entraînant des dépassements des seuils réglementaires (pH, MES).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MSSA S.A.S.
- Usine de Pomblière 111, rue de la Volta 73600 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0006104473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement MSSA à Saint-Marcel est spécialisé dans la fabrication de sodium, de lithium et de chlore (coproduit issu de l'électrolyse). Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral cadre du 23 septembre 1999 modifié.

Le procédé peut être décrit de manière simplifiée en plusieurs étapes principales :

- réception, stockage et séchage du sel ;
- électrolyse du sel dans deux salles (EL1 et EL2) qui permet la production de sodium, de lithium et qui génère la production de chlore gazeux ;
- purification et conditionnement du sodium ;
- traitement du chlore gazeux et transfert à l'usine haute pour liquéfaction et remplissage des emballages (wagons, isoconteneurs ou bouteilles).

Contexte de l'inspection : Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration des incidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article L.512-69Incidents	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident a mis en évidence des lacunes dans la gestion des effluents en cas de maintenance sur la STEL. L'inspection a demandé (voir constat n°1) la déclaration et l'analyse de l'incident qui doit comporter notamment :

- Analyse des origines des erreurs humaines ;
- Investigation sur l'origine de la fuite sur la vanne du bac B5 ;
- Définition d'un mode dégradé applicable lors des périodes de maintenance de la STEL ;
- Établissement d'une cartographie détaillée des flux entrants à la STE ;
- Rédaction d'une procédure d'urgence, intégrée au Plan d'Opération Interne (POI).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article L.512-69 Incidents
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incident s'est produit en aval de la Station de Traitement des Effluents Liquides (STEL) dont voici le principe résumé : Les effluents traités par la STEL sont principalement issus des unités d'hydrolyse (mais également des eaux de refroidissement). Leur parcours suit la chaîne de traitement décrite ci-dessous : 1. Stockage tampon Bac B ₄ (capacité 500 m ³), servant de bac de régulation et d'homogénéisation (hors service lors de l'incident du 27/11/2025, en maintenance programmée). 2. Neutralisation chimique Bac B9 : neutralisation par <ul style="list-style-type: none">• injection d'acide sulfurique (H₂SO₄)• ajout de flocculant (coagulation des particules en suspension)• une sonde de pH permet de réguler le débit des pompes (H₂SO₄). 3. Décantation des MES (matières en suspension) Bacs B5 et B11 (décanteurs lamellaires) Séparation gravitaire des Matières En Suspension (MES). 4. Extraction des boues Les boues décantées sont extraites par pompage et dirigées vers un filtre-pressé pour déshydratation (en vue d'une élimination). Les effluents clarifiés (surverse) sont évacués vers l'aval (canal EDF) 5. Rejet contrôlé Les effluents clarifiés (surverses de B5/B11) transitent par : <ul style="list-style-type: none">• Un canal Venturi• Le canal EDF (débit nominal de 20 m³/s le jour de l'incident), avant confluence avec l'Isère

(débit de 40 m³/s le jour de l'incident).

Un contrôle en continu du pH est effectué en amont du rejet final (sonde positionnée sur le canal EDF).

La chronologie de l'évènement a été la suivante :

26/11/2025	
07h00	Erreur de dépotage à l'usine "haute" De la soude concentrée est orientée par erreur vers la STEL Cette soude est habituellement stockée dans une citerne à l'usine Haute. Elle sert à la colonne d'abatage en cas de fuite de chlore. Le bac tampon B4 de la STEL est en maintenance → il est by-passé Les effluents basiques transitent directement vers B9 Et sont orientés vers les deux bacs de décantation B5/B11
08h00	Une information pH élevé est relevé à la supervision de la salle de contrôle chlore Une demande de correction de pH est engagée.
08h40	Message des opérateurs de la STEL : la soude est « maîtrisée »
...	Manque d'information à ce stade
17h30	Constat d'un déséquilibre des bacs B5 et B11 (pH basique) Pendant 40 minutes 20 m ³ d'effluents basiques (pH > 12) sont rejetés dans le canal EDF (puis l'Isère) Avec des fluctuations acide/basique Les vannes aval de B5/B11 sont fermées en urgence Une tentative de neutralisation échoue : une injection d'acide dans B5 le rend acide (pH 4) au lieu de le neutraliser (erreur de calcul présumée) Une vanne fuyarde sur B5 laisse s'échapper 5 m ³ /h pendant 6h (soit 30 m ³ à pH 4)
22h35	Ouverture du POI (plan d'opération interne) pH décanteurs : 12 (sur B11) et 1 (sur B5) pH canal EDF : 8 (lié à l'importante dilution) Pas d'impact dans l'Isère La vanne fuyarde de B5 est fermée manuellement
22h45	Pompage de B5 vers B4, mais débit insuffisant
23h45	B4 atteint 72 % de remplissage
23h54	Installation de 2 pompes supplémentaires pour transférer B5 (acide) vers B4 (basique)
27/11/25	
02h18	B5 est vidangé
02h25	Ouverture de la vanne aval du bac tampon B4 (effluents théoriquement neutralisés) vers B5 Mais le pH reste acide
05h30	Nouveau rejet : 8 m ³ + 2 m ³ (surverse de B5) à pH 3, avec MES à 45 mg/l

07h00	<p>Situation stabilisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • POI fermé • B11 condamné, • hydrolyse arrêtée • pH surverse B5 : 7,65 • MES : 40 mg/l
	<p>Impact sur l'environnement</p> <p>Rejet de 50 à 60 m³ (à confirmer) d'effluents non-conformes (pH 1 à 12, MES > 30 mg/L) dans le canal EDF (en amont de l'Isère).</p> <p>Toutefois, la forte dilution permise par les eaux claires du canal (20 m³/s) ont permis d'éviter tout impact sur le milieu naturel (Isère). La sonde de pH du canal n'a pas montré de dérive significative tout au long du dysfonctionnement de la STEL.</p> <p>Non respect de la réglementation</p> <p>Les valeurs limites liées aux effluents liquides (pH 6-9, MES < 30 mg/L) n'ont pas été respectées. La situation est revenue dans la norme avec toutefois un bac tampon pour l'instant hors-service (B11).</p> <p>Impact sur l'installation</p> <p>Arrêt prolongé de la STEL et de l'hydrolyse (retards dans l'élimination des résidus)</p>
	<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant d'évaluer la possibilité d'installer un système pérenne (composé d'une sonde pH, d'une vanne motorisée et d'une pompe de transfert) afin de permettre, en cas d'alerte, une réorientation automatique des effluents non conformes, en aval des décanteurs B5 et B11, vers le bac B4 (ou, à défaut, vers une rétention dédiée).</p> <p>Les éléments suivants devront figurer dans le rapport d'incident :</p> <ol style="list-style-type: none"> Analyse des origines des erreurs humaines : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Erreur de dépotage en provenance de l'usine haute (caractériser l'origine et la nature de ses effluents et transmettre la procédure encadrant leur gestion (préciser si cette opération est ponctuelle ou régulière)) – vérification de la bonne prise en compte de cet initiateur dans l'étude de dangers ; ◦ Absence de réaction des opérateurs de la STEL (défaut de surveillance, formation insuffisante...) ◦ Erreur de calcul lors de la tentative de neutralisation (dosage incorrect en H₂SO₄) Investigation sur l'origine de la fuite sur la vanne du bac B5, incluant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Un défaut de maintenance (vérification des registres) ◦ Une mauvaise manipulation (procédures non respectées) ◦ Une usure prématurée (analyse métallurgique des composants) Détermination des effets sur l'environnement, incluant : <p>Une analyse de l'impact du dysfonctionnement sur la performance épuratoire de la station et estimation des polluants rejetés</p> Définition d'un mode dégradé applicable lors des périodes de maintenance de la STEL, avec :

- Une surveillance renforcée (contrôles horaires, double validation)
- Un protocole de bascule vers des équipements de secours
- 4. Établissement d'une cartographie détaillée des flux entrants à la STEL, permettant :**
 - L'identification des sources (débit, composition chimique)
 - La localisation des vannes de coupure d'urgence
 - La priorisation des flux critiques (ex : soude, effluents acides)
- 5. Rédaction d'une procédure d'urgence, intégrée au Plan d'Opération Interne (POI), précisant :**
 - Les étapes clés à suivre en cas de répétition d'un tel incident
 - Les rôles et responsabilités des acteurs (opérateurs, responsable HSE, maintenance)
 - Les délais maximaux d'intervention pour chaque action corrective

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois